

L'Asie centrale et l'attracteur chinois. Perspectives économiques et énergétiques

Julien Vercueil

▶ **To cite this version:**

Julien Vercueil. L'Asie centrale et l'attracteur chinois. Perspectives économiques et énergétiques. Modernization and Innovative Development of Economic Systems: Challenges, strategies, structural changes, People's Friendship University of Russia, Oct 2014, Moscou, Russie. halshs-01421898

HAL Id: halshs-01421898
https://shs.hal.science/halshs-01421898

Submitted on 23 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

L'Asie centrale et l'attracteur chinois. Perspectives économiques et énergétiques

Julien Vercueil
CREE, INALCO

Résumé : partagée entre pays exportateurs d'hydrocarbures (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan) et pays importateurs (Tadjikistan et Kirghizstan), l'Asie centrale est une région enclavée, faiblement développée en comparaison internationale et fortement hétérogène. Son voisinage est également spécifique. Sa proximité de deux grands pays émergents (Russie, Chine) ouvre des opportunités économiques aux pays de la région. Quels sont les enjeux pour la région de l'intensification de ses relations économiques avec la Chine ?

Mots clés : Asie centrale, Russie, Chine, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizie, intégration économique régionale, Union Économique Eurasiatique, énergie.

L'Asie centrale est une région enclavée et faiblement développée en comparaison internationale. Elle se caractérise par une forte hétérogénéité géoéconomique : l'économie dominante – celle du Kazakhstan - pèse deux tiers du PIB régional et possède un niveau de revenu par habitant plus de deux fois supérieur à la moyenne régionale (Tableau 1). L'hétérogénéité de la région est aussi structurelle : le groupe est partagé entre exportateurs d'hydrocarbures (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan) et importateurs nets (Tadjikistan et Kirghizstan). Partout, l'agriculture emploie plus d'un quart de la population active (la moitié au Tadjikistan et au Turkménistan), mais cette part est en déclin, au profit des activités industrielles et de services.

Tableau 1. Quelques indicateurs fondamentaux des pays d'Asie centrale

	Superfi-cie (km^2)	**Population (Mns d'hab.)**	**PIB (Mds US $)**	**PIB par hab. ($ PPA)**	**Coeffi-cient de GINI**	**% de la population sous le seuil de 2 $ PPA / j.**	**Croissance annuelle PIB (2010-2013)**
Kazakhstan	2725	17	220	14391	28,6	0,8	6,40%
Kirghizie	200	5,6	7,2	2611	33,4	21,1	3,70%
Ouzbékistan	447	32	56,5	3762	35,2	n.a.	8,20%
Tadjikistan	143	8,1	8,5	2354	30,8	27,4	7,20%
Turkménistan	488	6,2	40,6	9510	40,8	49,7	11,30%
Total	**4003**	**68,9**	**332,8**	**6643**	**n. d.**	**n. d.**	**7,27%**
Russie	*17098*	*143*	*2118*	*17884*	*39,7*	*0,3*	*3,40%*
Chine	*9598*	*1361*	*9181*	*10695*	*42,1*	*18,6*	*8,70%*

Sources : IMF World Economic Outlook 2014, World Bank.

La région se caractérise également par un voisinage spécifique : au nord et à l'est, Russie et Chine partagent les frontières les plus longues avec les pays de la région. A l'Ouest, la Mer caspienne, au Sud, l'Afghanistan et l'Iran, complètent le voisinage immédiat (Carte 1). Leur proximité avec les deux grands pays émergents que sont la Russie et la Chine ouvre des opportunités économiques aux pays de la région. En même temps, elle met en jeu des rapports d'échelle - les rapports de PIB entre le Tadjikistan et la Chine sont de 1 à 1000, entre la Kirghizie et la Russie de 1 à 300, cf. Tableau 1 - qu'il faut prendre en compte pour mieux comprendre les stratégies adoptées. Quels sont les enjeux de l'intensification des échanges entre les pays de la région et la Chine ? Comment les pays d'Asie centrale peuvent-ils combiner l'intégration économique régionale au nécessaire désenclavement international ?

Une intégration commerciale inachevée

La dissolution de l'URSS fin 1991, en remettant en cause le système de relations inter-républicaines conçu dans le cadre de la planification centralisée, a fait surgir plusieurs problèmes de coopération régionale, tandis que de nouvelles sources de conflits surgissaient. L'Ouzbékistan avait hérité du statut de leader régional, plus peuplé et traditionnellement privilégié par le pouvoir soviétique en matière d'infrastructures et de ressources administratives – Tachkent étant considérée comme la capitale de l'Asie centrale soviétique. Peu à peu, ce statut s'est trouvé contesté *de facto* par le Kazakhstan, qui s'est ouvert plus tôt aux capitaux étrangers tout en se positionnant comme le champion de l'intégration eurasiatique. Ce basculement des polarités régionales a été renforcé par l'évolution des niveaux relatifs de performances économiques, le Kazakhstan ayant en vingt ans largement distancé l'Ouzbékistan en termes de niveau de vie et de puissance économique (cf. Tableau 1).

La question énergétique, qui aurait pu constituer une des bases de l'intégration économique régionale, a plutôt conduit, dans un premier temps, à la fragmentation de ces économies. Lorsque le système de redistribution de l'énergie électrique de l'URSS est devenu caduc, des rivalités pour l'accès aux ressources hydroélectriques régionales se sont fait jour. Les pays des régions montagneuses (Kirghizie et Tadjikistan) où les capacités hydroélectriques sont les plus importantes n'ont pas su accorder leurs intérêts à ceux des régions des plaines (Ouzbékistan), qui dépendent d'une agriculture fortement consommatrice d'eau. En outre, le mode d'exploitation soviétique de la culture du coton, dominante dans une partie importante de la région, n'avait pas été pensé selon un modèle écologiquement soutenable, ainsi que l'assèchement de la Mer d'Aral l'a montré. En conséquence, des tensions sur l'approvisionnement en électricité de l'Ouzbékistan par le Tadjikistan en 2007-2008, puis entre l'Ouzbékistan et la Kirghizie suite au projet de développement de barrages en Kirghizie, ont montré en creux l'absence de projet pan-régional de gestion des ressources hydro-électriques, qui permettrait de lier les pays par des solidarités de fait.

Bien que les flux intra-régionaux de main d'œuvre soient importants, l'intégration régionale est faible en matière commerciale, dans une région qui pâtit par ailleurs de sa situation d'enclavement, aucun des pays n'ayant accès aux mers ouvertes. Tous produits confondus, les flux intra-régionaux ne dépassent pas 4 % du total des exportations. Ce pourcentage est de 5,6 % pour les importations. Les catégories de produits pour lesquelles les flux intra-régionaux sont relativement importants sont constituées de produits agricoles non transformés (céréales, farines, fruits et légumes). La tendance lourde n'est pas celle d'une intensification de l'intégration commerciale : les exportations qui se développent sont principalement des hydrocarbures, dont les grands marchés (Chine, Union Européenne, Asie du Sud-Est) sont extérieurs à la région. Leur part atteint 70 % dans les exportations (Tableau 2).

Tableau 2. Intégration commerciale de l'Asie centrale post soviétique : Analyse par produits (2011-2013)

	Part des exportations intra-régionales	**Part des importations intra-régionales**	**Part du produit dans le total des exportations**
Tous produits confondus	*3,8%*	*5,6%*	*100,0%*
Combustibles minéraux, huiles minérales, produits de leur distillation	1,4%	10,0%	69,6%
Fonte, fer et acier	3,9%	30,1%	4,9%
Cuivre et ouvrages en cuivre	0,2%	8,4%	3,8%
Minerais, scories et cendres	3,5%	31,7%	3,6%
Produits chimiques inorganiques, composés de métaux précieux	1,4%	9,3%	3,5%
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires	0,7%	3,3%	2,3%
Coton	0,5%	3,8%	1,7%
Céréales	28,4%	81,0%	1,2%

Source : International Trade Center, 2014

La montée en puissance de la Chine se fait sentir partout dans la région. La configuration d'ensemble est la suivante : dans les pays exportateurs d'énergie (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan), la Chine occupe désormais les premières place dans les flux bilatéraux d'importations et d'exportations. Dans les pays importateurs de pétrole (Kirghizie, Tadjikistan), elle est principalement présente dans les importations (Tableau 3).

Tableau 3. Principaux partenaires commerciaux des pays d'Asie centrale, 2013

	KAZAKHSTAN		KIRGHIZIE		TADJIKISTAN		TURKMÉNISTAN		OUZBÉKISTAN	
	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
1	U.E. (45%)	Chine (31%)	Kazak. (28%)	Chine (52%)	Turquie (35%)	Chine (42%)	Chine (68,5%)	Turquie (23%)	Chine (28%)	Chine (21%)
2	Chine (23%)	U.E. (22%)	Ouzbék. (28%)	Russie (21%)	Iran (9%)	Russie (16%)	U.E. (9%)	Russie (16%)	Russie (20%)	Russie (19%)
3	Russie (8%)	Russie (21%)	Russie (11%)	Kazak. (8%)	Chine (9%)	Kazak. (13%)	Turquie (5%)	U.E. (16%)	Corée S (16%)	Kazak. (13%)
4	Canada (4%)	Ukraine (5%)	E.A.U. (7%)	U.E. (5%)	U.E. (7%)	Turquie (6%)	EAU (3%)	Chine (13,3%)	U.E. (14%)	Turquie (12%)
5	Turquie (3%)	E.U. (3%)	Afghan. (6%)	Turquie (2%)	Bengla. (7%)	U.E. (6%)	Afghan. (2%)	EAU (7%)	Kazak. (11%)	Bengla. (8%)

Source : Eurostat, calculs de l'auteur.
U.E. : Union Européenne ; E.U. : États-Unis ; E.A.U. : Émirats Arabes Unis.

A partir des années 1990, l'Union Européenne, puis la Chine ont progressivement concurrencé la Russie comme partenaire commercial principal des pays d'Asie centrale. A la dynamique de la demande d'énergie et d'autres matières premières (uranium, métaux) s'est ajoutée celle des livraisons de produits manufacturés et d'équipements productifs. Sur ce dernier segment, la Chine commence à concurrencer sérieusement l'Union Européenne.

Le potentiel énergétique régional

Compte tenu du niveau de développement et de la composition sectorielle des économies qui la composent, les enjeux économiques immédiats de la région sont liés au secteur énergétique. Les ressources naturelles, quoiqu'inégalement réparties, sont l'une des principales richesses de la zone. Si le Kazakhstan, aidé par l'immensité de son territoire, domine ses voisins pour les réserves de charbon, de pétrole et d'uranium (entre 87 et 94 % du total des ressources prouvées), c'est le Turkménistan qui est le principal dépositaire de gaz (86 %) et le Tadjikistan qui a les plus fortes capacités hydroélectriques (44 %), plus équitablement réparties dans cette région soulevée sur ses marges orientales par les massifs du *Pamir* et du *Tianshan*. Ensemble, ces pays ne représentent toutefois qu'une fraction modeste des ressources d'hydrocarbures (4 % pour le pétrole, 34 % pour le gaz) et des capacités hydroélectriques (25 %) de la Russie. En revanche, les gisements d'uranium du Kazakhstan dépassent en capacité ceux de la Russie (Tableau 4).

Tableau 4. Réserves et capacités énergétiques en Asie centrale

	Kazakhstan	Kirghizie	Ouzbékistan	Tadjikistan	Turkménistan	*Russie*
Réserves de charbon (Mns Tep)	15900	385	902	178	-	*74500*
Réserves de gaz (Mns Tep)	2070	5	1580	5	21700	*41100*
Réserves de pétrole (Mns T)	2910	5	80	2	83	*12100*
Réserves d'uranium (T)	629	-	96,2	-	-	*487,2*
Capacités hydroélectriques installées (GW)	2,27	2,91	1,71	5,5	0,001	*49,7*

Source : World Energy Council (www.worldenergy.org) données de 2011, dernière consultation 02/09/2014. Uranium : World Nuclear Association (www.world-nuclear.org), données 2012, dernière consultation 02/09/2014.
Mns : millions ; Tep : tonnes équivalent pétrole ; T : tonnes ; GW : gigawatts.

En l'absence de réserves énergétiques significatives, le Tadjikistan et la Kirghizie doivent compter sur l'exportation d'autres ressources naturelles : l'or pour la Kirghizie (mine de *Kumtor*) et l'aluminium et l'énergie hydroélectrique pour le Tadjikistan. L'équilibre de leur compte courant est assuré en outre par les transferts de revenus en provenance des travailleurs expatriés, qui peuvent représenter certaines années près de la moitié du PIB de ces pays.

Ainsi que l'indique Richard Pomfret, « en pratique, les relations économiques internationales [entre les pays d'Asie centrale] ont été déterminées par les intérêts géopolitiques et l'unique élément économique significatif a concerné les oléoducs et les gazoducs » (Pomfret, 2010, p. 21). Quatre paramètres principaux ont orienté l'évolution des formes de concurrence et de coopération sur le transport énergétique depuis l'indépendance de la région : la relation aux compagnies énergétiques étrangères, la capacité à construire de nouvelles routes d'exportations d'énergie, la stratégie des compagnies énergétiques russes dans la région et l'intérêt croissant de la Chine pour les ressources énergétiques de la région.

La relation aux compagnies énergétiques occidentales

Ce paramètre différencie le Kazakhstan des autres pays exportateurs de la région. Les compagnies occidentales ont été les premières à investir, ce qui explique la rapidité de la reprise de la production énergétique après la chute du début des années 1990. A l'inverse, à la même époque l'Ouzbékistan et le Turkménistan choisissaient un développement plus autocentré. La croissance de la production énergétique y a été moindre mais a tout de même soutenu l'activité économique. Dans une deuxième phase, le Kazakhstan a modifié sa stratégie en diversifiant ses partenariats, ce qui a permis d'introduire des entreprises chinoises dans le secteur[1], tandis qu'à partir de 2007 le Turkménistan ouvrait ses gisements *off-shore* sur la mer Caspienne aux investisseurs étrangers après avoir accordé à la compagnie chinoise *CNPC* des droits de forage sur le gisement continental de *Bagtyiarlyk*[2]. La politique multi-vectorielle du Kazakhstan, associant l'ouverture aux entreprises occidentale, l'arrimage institutionnel à la Russie et le développement des coopérations avec la Chine, tout en conservant des ambitions fortes en matière d'industrie nationale (Vercueil, 2014) trouve dans le domaine énergétique une illustration particulièrement significative. A partir de la deuxième moitié des années 2000, ses résultats spectaculaires ont pu influencer l'attitude des autorités ouzbèkes et turkmènes, qui ont assoupli leur politique jusque là très auto-centrée et

[1] *PetroKazakhstan,* compagnie canadienne initialement appelée *Hurricane Hydrocarbons Ltd.* et détentrice de gisements représentant 5 % des réserves de pétrole du Kazakhstan, a été rachetée en 2005 par CNPCI, filiale de *China Petroleum Corporation*. En 2009, la compagnie nationale *KazMunaiGa*s a acquis un tiers des actions de *PetroKazakhstan*.

[2] « Country Analysis Brief : Turkmenistan », *Energy Information Administration*, january 2012 [en ligne]. Consultable sur www.eia.doe.gov [dernière consultation septembre 2014].

se sont davantage tournées vers les entreprises énergétiques étrangères qu'auparavant, sans toutefois la déterminer.

L'ouverture de nouvelles routes d'exportations énergétiques

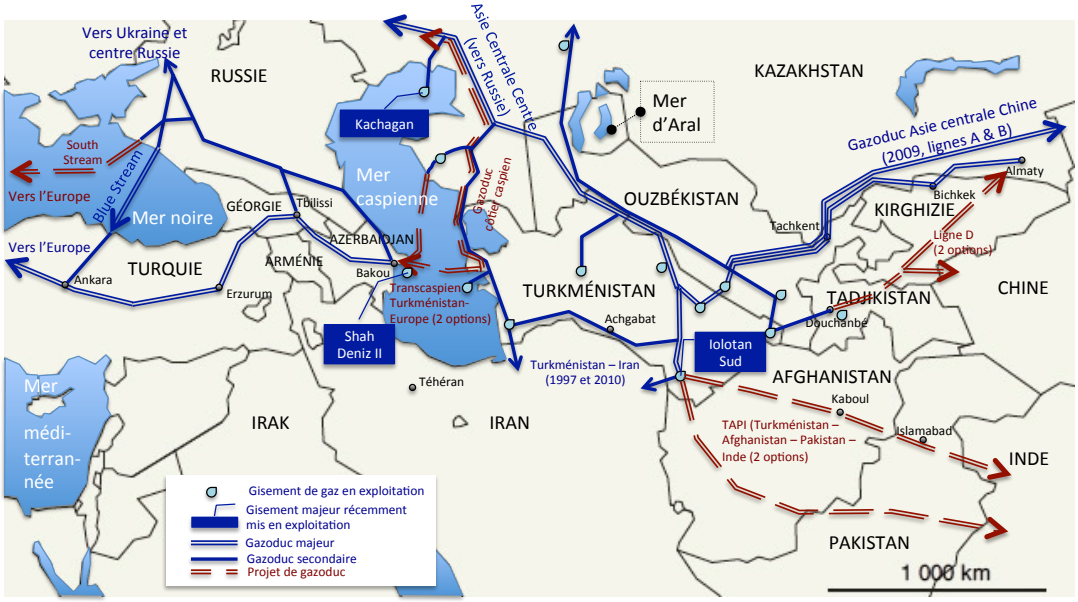
Le deuxième paramètre – la capacité à trouver des routes de transit énergétique alternatives à la Russie - est mieux partagé par les pays d'Asie centrale. Dès les années 1990, leur dépendance envers les réseaux russes (détenus par *Transneft* pour le pétrole et *Gazprom* pour le gaz) pour les approvisionnements comme pour les exportations énergétique – la Russie jouant alors le rôle de pays de transit vers l'Europe centrale, l'Europe occidentale et les marchés lointains - est apparue comme un problème à tous les responsables politiques de la région. Cette dépendance entraînait en effet une vulnérabilité aux aléas techniques – la maintenance des réseaux n'étant pas toujours assurée de manière satisfaisante par l'opérateur russe -, commerciaux – les quotas et les droits de transit alloués par l'opérateur aux compagnies pouvant varier, tout comme les taxes sur les exportations prélevées par l'Etat russe -, et géopolitiques – les tumultueuses relations entre la Russie et la Biélorussie puis l'Ukraine au sujet du transit du gaz vers l'Europe occidentale en témoignent –.

Les pays de la région ont développé en conséquence des stratégies de diversification de leurs relations énergétiques. La réorientation des exportations de gaz du Turkménistan, dont les livraisons via le réseau de *Gazprom* ont chuté de 84 % entre 2008 et 2011[3], est une illustration récente de ce mouvement général. Après le réseau ferroviaire, intensément exploité pour les exportations pétrolières du Kazakhstan vers la Chine dans les premières années suivant l'indépendance, les infrastructures du *Caspian Pipeline Consortium* (*CPC*, 2001, pétrole), du *Bakou Tbilissi Ceyhan* (*BTC*, 2005, pétrole), du *Bakou Tbilissi Erzurum* (*BTE*, 2006, gaz), du *Turkménistan Chine* (2009, gaz), les deux gazoducs *Turkménistan Iran* (1997 puis 2010) et l'oléoduc *Kazakhstan Chine* (dont la construction s'est étendue de 1997 à 2009) ont été développées comme autant de routes alternatives à celles héritées de l'époque soviétique. D'autres routes d'évacuation des hydrocarbures de la région sont actuellement à l'étude. Le projet de gazoduc *TAPI (Turkmenistan – Afghanistan – Pakistan – Inde)*, qui reste pour l'instant à l'état d'ébauche, participe lui aussi de cette stratégie de diversification géo-énergétique, qui s'insère dans une politique de désenclavement géoéconomique largement partagée par les pays de la région (Cartes 3 et 4). A ces investissements en infrastructures s'ajoutent les coopérations techniques indispensables pour explorer, évaluer, financer puis mettre en exploitation des gisements toujours plus difficiles d'accès[4].

[3] Cette chute de plus de 75 % s'explique à la fois par des raisons techniques (explosion le 9 avril 2009 d'une branche du gazoduc Asie centrale - Centre contrôlé par *Gazprom*, entraînant une controverse entre les responsables turkmènes et russes sur la responsabilité de l'explosion) et économiques (baisse de la demande européenne liée à la crise économique).

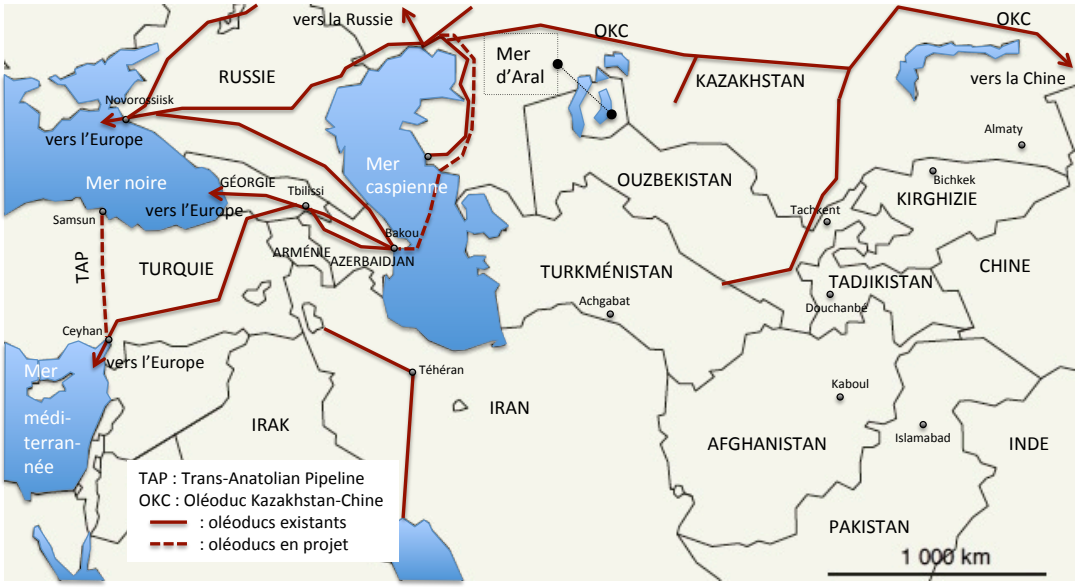
[4] Un exemple récent de ces difficultés est le gisement pétrolier et gazier de *Kachagan*, situé sur la partie de la Mer noire située dans les eaux exclusives du Kazakhstan (Carte 2). Ce gisement est exploité par un consortium international piloté par l'entreprise italienne *ENI*.

Carte 3. Gazoducs et principaux gisements récents d'Asie centrale



Source : J. Vercueil d'après EIA (2012), Macit (2014). Fond de carte de l'atelier de cartographie de Sciences Po.
© FNSP. Sciences Po - Atelier de cartographie, 2014

Carte 4. Oléoducs existants et en projet en Asie centrale



Source : J. Vercueil d'après EIA (2012). Fond de carte de l'atelier de cartographie de Sciences Po. © FNSP. Sciences Po - Atelier de cartographie, 2014

Les stratégies des compagnies énergétiques russes

Le troisième paramètre est la capacité des grandes entreprises énergétiques russes à conduire avec succès leurs projets en Asie centrale. Outre ses réserves en gaz – les premières du monde - et sa proximité du pouvoir politique russe, l'un des atouts concurrentiels favoris de *Gazprom* est le contrôle des réseaux de gaz nationaux dans les pays de « l'étranger proche ». Au contraire de l'Europe orientale (Moldavie et Biélorussie) et du Caucase (Arménie), ce contrôle échappait jusqu'ici totalement à *Gazprom* en Asie centrale. L'entreprise l'a finalement obtenu en Kirghizie par le rachat, en avril 2014, de 100 % des actions de *KyrgyzgazProm* filiale de la compagnie nationale *Kygryzgaz,* ce qui assure à la compagnie publique russe la propriété des systèmes de transmission et de distribution et le monopole des importations de gaz de la Kirghizie, qui en dépend pour 90 % de sa consommation[5]. *Gazprom* est aussi présent dans l'exploration et l'exploitation en Kirghizie et au Tadjikistan et possède une entreprise conjointe avec *KazMunaiGaz* (Kazakhstan) qui détient des parts dans le gisement de *Karachaganak*, au nord ouest du pays. En revanche, le projet de gazoduc côtier caspien, qui devait doubler et moderniser la partie occidentale des gazoducs turkmènes datant de l'époque soviétique et permettre d'assurer à *Gazprom* une part significative de l'évacuation des ressources en gaz récemment découvertes, damant ainsi le pion aux projets européens d'approvisionnement concurrents (via le « couloir sud »), a été gelé fin 2009 et demeure encore aujourd'hui dans les limbes (Carte 2).

L'autre « major » publique russe, *Rosneft,* est présente dans l'exploration et l'exploitation de champs pétrolifères au Kazakhstan au travers d'accords de partage de production (APP) dans les blocs d'*Aday* (région d'*Atyrau*) et *Kurmangazy* (mer caspienne). En Kirghizie en revanche, l'entreprise a été mise en concurrence avec des compagnies chinoises pour la rénovation de l'aéroport international de *Manas*, premier hub aéroportuaire du pays et ancienne base aérienne louée par l'armée américaine pour les opérations militaires de l'OTAN en Afghanistan[6]. Le Kazakhstan a aussi réduit en 2013 ses importations de produits pétroliers en provenance de Russie pour réaliser de l'*outward processing* (exportation de pétrole brut et importation de produits pétroliers) avec des raffineries chinoises, puis a adjugé à *CNPC,* « major » énergétique chinoise, des droits d'exploitation dans le gisement de *Kachagan* pour 5 milliards de dollars[7].

Dans le nucléaire, l'entreprise publique russe *Rosatom* développe une stratégie d'intégration verticale qui va de l'exploitation de gisements d'uranium[8] à la livraison clés en main de centrales nucléaires. Le 29 mai 2014, un mémorandum a été signé entre les présidents russe et kazakhe sur la construction par *Rosatom* de la première centrale nucléaire de nouvelle génération du Kazakhstan d'une capacité estimée à 1,2 GW. Le contrat devrait être finalisé avant la fin de l'année 2014, mais plusieurs observateurs s'interrogent sur la localisation de la centrale, annoncée à la frontière nord-est du Kazakhstan avec la Russie, alors que le pays ne dispose pas d'un réseau électrique intégré et que ses besoins en électricité sont situés dans le sud du pays[9].

L'intérêt croissant de la Chine pour les ressources énergétiques de la région

Le dernier paramètre structurel pour la région est l'évolution des besoins énergétiques des grandes zones de consommation susceptibles d'offrir des débouchés aux pays de la région. La Chine et l'Union Européenne sont les deux principales, mais pas les seules. L'Inde, la Corée du Sud et le Japon sont « à portée de tubes », même si les difficultés techniques et politiques restant à surmonter pour réaliser les connexions nécessaires peuvent paraître excessives pour l'heure. Les perspectives de croissance de la

[5] Les importations de gaz de la Kirghizie proviennent du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan.

[6] La décision définitive n'est pas prise, pour un projet d'infrastructures dont l'enveloppe dépasse le milliard de dollars. *Central Asia Aero News,* [en ligne], 04/07/2014. http://caan.asia/en/show-rosneft_is_not_given_landing_in_kyrgyzstan_%E2%80%93_kyrgyz_airports_to_be_developed_by_china.html [dernière consultation septembre 2014]

[7] http://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/12888-kazakhstan-drifts-to-china-amid-tension-with-russia.html, 08/01/2014.

[8] Outre l'uranium, *Rosatom* développe ses activités dans les minerais non ferreux et les terres rares.

[9] Sur ce sujet, voir par exemple http://www.breakbulk.com/breakbulk-news/general-industry/company-news/rosatom-to-complete-kazakhstan-reactor-by-2016/ et http://www.climatenewsnetwork.net/2014/08/mystery-over-kazakh-nuclear-power-plans/

consommation chinoise de gaz sont à l'échelle du pays, de sa dynamique économique et de la profondeur des changements structurels qu'elle entend s'imposer en réduisant sa consommation de charbon au profit du gaz. D'ores et déjà, le Turkménistan est le principal fournisseur de gaz de la Chine. Les contrats signés entre 2007 et 2012 ont abouti à la livraison de 24 milliards de mètres cubes en 2012 (lignes A et B, *cf.* Carte 2). Un accord signé en septembre 2013 prévoit de porter ce volume à 65 milliards à l'horizon 2020. D'autres coopérations avec le Kazakhstan (ligne C) et l'Ouzbékistan impliquent la construction d'un quatrième gazoduc (ligne D, *cf.* Carte 2) qui devrait traverser l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Kirghizie. Si les découvertes de gisements gaziers dans le sud-est du Tadjikistan se confirment, ces voies pourraient être doublées et les volumes exportés de la région augmentés significativement (Collins et White, 2013). Au total, les volumes cumulés représentent trois fois ceux prévus par l'accord russo-chinois du printemps 2014, signé après dix ans de tractations portant sur la livraison de gaz sibérien à la Chine (*Power of Siberia,* 2018-2030) et parfois présenté comme le « contrat du siècle »[10].

Deux scénarios d'évolution de la demande énergétique chinoise

Les perspectives de croissance de la consommation de gaz en Chine se situent largement au-delà de ces ordres de grandeur : pour limiter les émissions polluantes de ses centrales au charbon, la Chine annonce un objectif de 420 milliards de mètres cubes de consommation de gaz par an à l'horizon 2020[11]. Jusqu'ici, la production intérieure n'a pas suivi le rythme d'augmentation de la demande. La Chine est passée du statut d'exportateur net de gaz en 2007 à celui d'importateur pour près de 30 % de ses besoins en 2012. Pour simuler les effets potentiels des changements observés jusqu'ici, nous avons réalisé une simulation simple basée sur deux scénarios de production intérieure de gaz pour la Chine. Si la production intérieure s'accroît au rythme de la consommation à l'avenir (scénario de référence, Graphique 3a)[12], les accords d'ores et déjà passés avec les pays d'Asie centrale permettent de couvrir, à pleine capacité, plus de 95 % des besoins en importations en 2020. En revanche, si la croissance de la production continue au rythme observé depuis 2007 (scénario inertiel, graphique 3b), les besoins en importation doubleront d'ici 2020 et les contrats d'ores et déjà signés avec l'Asie centrale ne permettront de fournir que 57 % du total au maximum. La réalisation de ce scénario pourrait donc conduire la Chine à intensifier sa pression sur les ressources gazières de l'Asie centrale d'ici 2020[13].

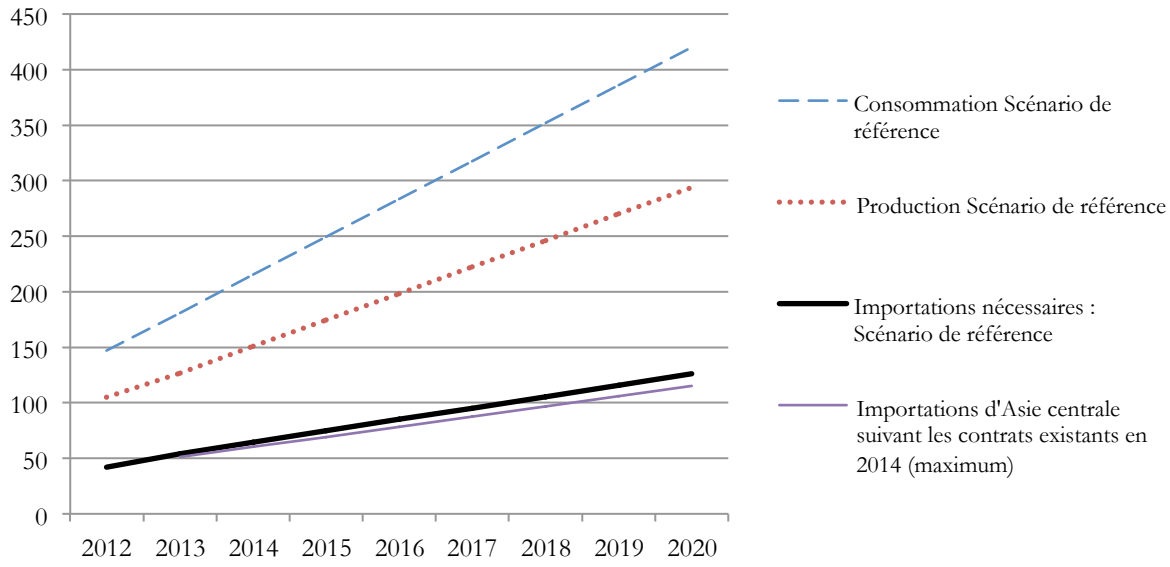
[10] Les volumes envisagés par le contrat russo-chinois représentent moins de 25 % des volumes annuels moyens importés par l'Union Européenne en provenance de Russie ces dernières années.

[11] http://thediplomat.com/2014/05/the-significance-of-the-china-russia-gas-deal/, 24 mai 2014. Ces projections dépassent largement celles de l'agence américaine de l'énergie (EIA), qui ne prévoit que la Chine atteigne de tels volumes de consommation qu'à l'horizon 2035-40. Elles supposent une accélération du rythme de croissance de la demande de gaz à 14 % par an, contre 11 % dans les dernières années.

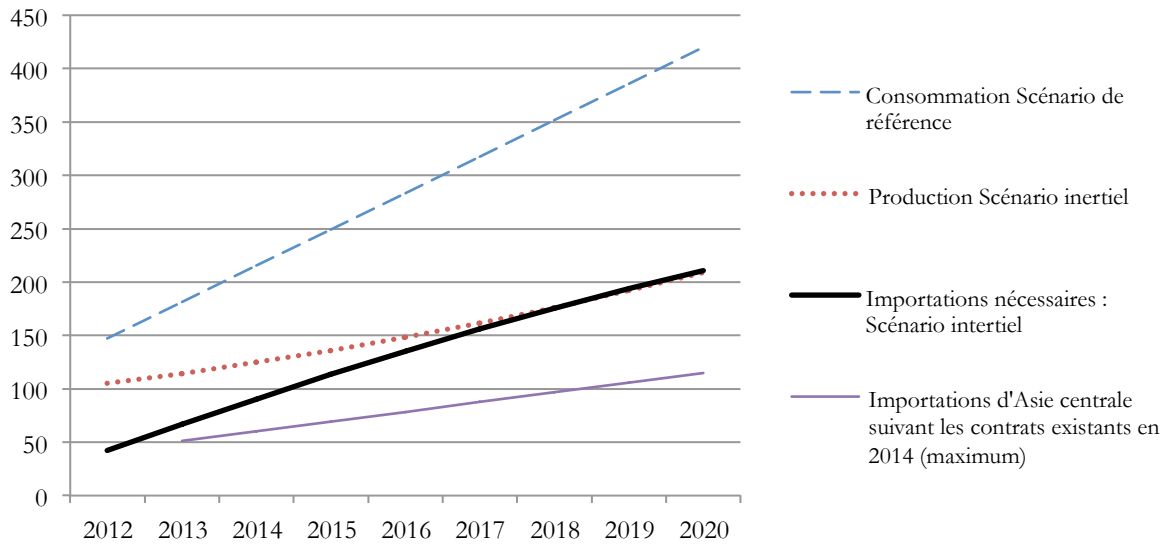
[12] Le douzième plan énergétique (2012) prévoit par exemple que la production chinoise de gaz de schiste atteindra 65 milliards de mètres cubes en 2015 (Weidong *et alii*, 2014, p. 6).

[13] Les importations simulées dans les graphiques 3a et 3b correspondent aux niveaux maxima envisagés par les contrats existants. D'autres simulations prévoient des flux effectifs inférieurs d'environ 30 % à ces niveaux maxima (Collins et White, 2013).

Graphique 3a : Importations chinoises de gaz d'Asie centrale : scénario de référence (2012-2020, milliards de mètres cubes)



Graphique 3b : Importations chinoises de gaz d'Asie centrale : scénario inertiel (2012-2020, milliards de mètres cubes)



Sources : Calculs de l'auteur d'après EIA (2013)

Tout en ayant perdu le leadership en 2010 au profit de la Chine en matière d'échanges commerciaux avec l'Asie centrale[14], l'Union Européenne continue de représenter un débouché énergétique essentiel pour la région. Même en période de crise économique, ses besoins en importations de gaz restent très supérieurs à ceux de la Chine. En juillet 2013, c'est le système *TANAP – TAP* (*Trans-Anatolian Pipeline – Trans-Adriatic Pipeline*) qui a été choisi au détriment du projet *Nabucco-Ouest* pour acheminer le gaz extrait du bassin caspien – en particulier du gisement *Shah Deniz* II, au large de l'Azerbaïdjan - vers l'Europe du sud via la Turquie (Carte 2). De la sorte, le projet européen de « couloir sud », permettant à l'Europe occidentale de bénéficier d'une route d'approvisionnement en gaz qui réduise sa dépendance envers la Russie, a été

[14] Les flux représentaient alors 23 milliards de dollars avec la Chine, contre 21 avec l'Union Européenne (ECFR, 2011).

relancé, le gazoduc *TAP* devant fournir à terme 20 % des besoins énergétiques de l'Union Européenne[15]. Il pourrait être alimenté par les gisements géants du Turkménistan si le(s) projet(s) de gazoduc(s) transcaspien(s) voyai(en)t finalement le jour, en dépit des conflits de définition juridique et de délimitation géographique de la mer caspienne entre les cinq pays riverains.

Le basculement énergétique de l'Asie centrale a donc déjà eu lieu. Il est irréversible car il signe l'intégration de ces économies aux marchés régionaux et mondiaux de l'énergie. Tout en maintenant des liens avec la Russie, les cinq pays de la région ont diversifié de manière décisive leurs relations vers la Chine d'un côté, l'Union Européenne (et, à un degré moindre, les États-Unis) de l'autre. Cette diversification leur offre désormais des opportunités considérables, mais n'est nullement une condition suffisante pour faire de ces projets de véritables leviers de développement économique régional.

Synthèse

Durant les premières années de la transition, le désenclavement économique était pensé individuellement par chaque pays d'Asie centrale. Ce sont les projets allogènes qui ont suscité des coopérations susceptibles de favoriser l'intégration économique d'une région fondamentalement hétérogène. La Russie, après avoir subi un retrait brutal dans les années 1990, renoue depuis une dizaine d'années avec ses leviers d'influence traditionnels, qui sont géopolitiques et institutionnels avec le projet d'Union Économique Eurasiatique. L'Union Européenne, très présente durant les années 1990, n'exerce plus autant d'attrait qu'auparavant, ses ressources financières étant contraintes et la croissance de ses marchés, en berne. Le nouvel acteur central dans la région est donc la Chine, dont l'influence progresse à grands pas en actionnant les leviers financiers (financements bilatéraux mais aussi multilatéraux au sein de la Banque Asiatique de Développement), logistiques (construction d'infrastructures de transport), énergétiques (oléoducs, gazoducs, barrages et contrats géants) et commerciaux (afflux de produits manufacturés et d'équipements). Contrairement à ce que prétendrait une vision irénique des effets de la montée en puissance de la Chine en Asie centrale, nous ne pensons pas que son irruption soit de nature à éliminer toute source de conflits dans la région. Au contraire, par son ampleur même, elle provoque des transformations et des déséquilibres régionaux qui, s'ils étaient mal gérés, pourraient déboucher sur de nouvelles tensions. Quels que soient les scénarios envisagés pour l'avenir, la dynamique ouverte en Asie centrale par l'irruption des intérêts chinois est en celle d'une transformation accélérée de ces économies, de leurs rapports mutuels et de leurs relations avec la Russie et le reste du monde.

[15] *AFP*, 17/12/2013.

Références :

Collins G., White B. (2013) : « Tajikistan : Pamir pipedream or new Central Asian exporter? », *Oil & Gas Journal*, 05/06/2013 [en ligne], consultable sur http://www.ogj.com/articles/print/volume-111/issue-5/exploration---development/tajikistan-pamir-pipedream-or-new.html [dernière consultation septembre 2014].

ECFR (2011) : *China Analysis : The New Great Game in Central Asia*. London/Paris : European Council for Foreign Policy / Asia Centre, 2011.

EIA (2012) : *2012 Turkmenistan Country Analysis Brief* U.S. Energy Intelligence Agency [en ligne], consultable sur http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=TX [dernière consultation 16/09/2014].

Macit F. (2014) : *Caspian Energy Outlook*. Istanboul : Caspian Strategy Institute, May 2014, 17 p.

Pomfret R. (2010) : « Central Asia after two decades of independence », *UNU-WIDER Working Paper #2010-53*, May 2010.

Vercueil J. (2014) : « Kazakhstan : apprendre à naviguer par gros temps », *Tableau de Bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie*, décembre 2014, à paraître.

Weidong C, Xi-Min J., Xiaolai Z. (2014) : "China's Shale Gas: Current Perspectives", *NAPSNet Special Reports*, February 11, 2014, [en ligne], consultable sur http://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/chinas-shale-gas-current-perspectives/ [dernière consultation septembre 2014]